



26^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

Dialogue interactif avec le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et d'association et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression

Genève, le 10 juin 2014

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

La Suisse remercie les deux Rapporteurs spéciaux de leurs rapports substantiels et leurs présentations.

Monsieur La Rue,

Nous vous félicitons pour votre travail exemplaire au cours de ces six dernières années en votre qualité de Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à liberté d'opinion et d'expression. Nous relevons particulièrement la coopération que vous avez développée avec des organisations régionales. Par ailleurs, nous nous alignons à votre constat général sur l'importance de la liberté d'opinion et d'expression en vue d'assurer que les processus politiques soient ouverts, libres et justes. Le droit de participer à la vie publique ne peut pas être réalisé sans la garantie du droit à la liberté d'opinion et d'expression dans toutes ses dimensions. Ce constat vaut certainement au moment d'élections mais aussi tout au long de la vie politique, économique et sociale du pays.

Monsieur Kiai,

La Suisse partage votre analyse que, pour les groupes particulièrement à risques, le droit à la liberté de réunion pacifique et d'association constitue un moyen crucial d'expression et de renforcement. **Quels instruments de participation politique l'Etat devrait-il mettre à disposition des groupes traditionnellement exclus des processus politiques, afin qu'ils puissent exprimer leurs griefs ? Et comment assurer que les Etats prennent les précautions nécessaires pour que les personnes mineures participent dans les manifestations publiques soient suffisamment protégés ?**

Si les droits à la liberté de réunion pacifique et d'association permettent de renforcer ces groupes, ils doivent non seulement être protégés mais aussi promus. Les défenseurs des droits de l'homme contribuent à cela de manière cruciale. Le fait que celles et ceux qui donnent l'opportunité aux sans voix de s'exprimer sont de plus en plus harcelés est pour nous une source d'inquiétude majeure.

La Suisse vous félicite pour votre engagement et vous soutient pleinement dans votre travail. Nous vous remercions pour votre disponibilité et votre travail effectué dans le cadre de la promotion et la

protection des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques et nous nous réjouissons déjà du suivi que vous saurez donné à la résolution 25/38 adoptée au mois de mars dernier.

Merci, Monsieur le Président